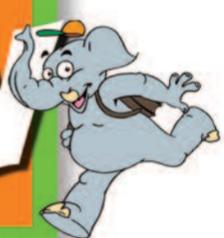


# LE CODIVOIRIEN



Même si tu ne comprends pas, tu vas comprendre !

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

**LE CHEF DE L'ÉTAT A DONNÉ DES ORIENTATIONS AU PREMIER MINISTRE**

BONNE GOUVERNANCE

**LE PREMIER MINISTRE POUR LA TRANSPARENCE DANS LA GESTION DES RESSOURCES PUBLIQUES**

ANACARDE

**LA CÔTE D'IVOIRE, PREMIER PAYS TRANSFORMATEUR DE LA NOIX DE CAJOU EN AFRIQUE**

**AKWABA** Illary Simplice

**Les choses avancent !**

Prenons des cas pratiques. Les travaux du péage de Grand-Bassam sur l'autoroute, débutés il y a quelque temps, sont presque terminés. Si l'on en croit les images qui circulent, l'on pourrait dire que le chantier est achevé à 98%. Une bonne nouvelle pour les riverains.

Un peu plus loin, à Mondoukou, dans la même ville, un pont vieux et datant de l'époque coloniale sur lequel les conducteurs étaient obligés de passer au prix de mille contorsions, a connu lui aussi une cure de jouvence et est en train d'être réhabilité. Question de rendre les déplacements dans la zone plus pratiques. On le voit, l'Etat travaille, on aurait pu ajouter pour "vous" comme le dit une célèbre réclame publicitaire d'une société de grands travaux.

Ceci fait partie de la longue liste des chantiers engagés par le président Ouattara pour faire de la Côte d'Ivoire un Etat vraiment moderne.

Pour clore, nous abordons dans ce numéro la visite du Premier ministre, Patrick Achi Jérôme dans le grand nord pour sensibiliser la population sur les méfaits du djihadisme, phénomène trouvant un terreau fertile auprès d'une jeunesse souvent oisive et à laquelle il faut trouver une saine occupation. Des plus amples détails dans ce journal.

Bonne lecture !



**MENACE TERRORISTE DANS LE NORD**

**Le gouvernement Achi  
attaque le mal à la racine**

LUTTE CONTRE  
LA CORRUPTION

## Le président Ouattara a donné des orientations au Premier ministre

**L**e Chef de l'Etat ivoirien, Alassane Ouattara, s'est prononcé mercredi 27 janvier dernier, à la fin du conseil des ministres, sur les derniers audits réalisés dans certaines entreprises publiques et du portefeuille de l'Etat, qui ont révélé des irrégularités auxquelles, il convient de remédier. Il a donné des orientations fermes au Premier ministre Patrick Achi.

CI-DESSOUS L'INTÉGRALITÉ  
DE SES PROPOS...

« Les actions entamées en 2021, notamment les derniers audits réalisés dans certaines entreprises publiques, certaines entreprises du portefeuille de l'Etat ont révélé des irrégularités auxquelles il convient de remédier.

On peut citer notamment les irrégularités liées aux passations de marchés, le coût élevé et l'opportunité du recours à certains emprunts, les comptes bancaires ne figurant pas dans la comptabilité des entreprises, les insuffisances au niveau du contrôle interne, les dépenses injustifiées, le montant élevé de dons, commissions et honoraires et plus généralement la non maîtrise des charges dans un certain nombre d'entreprises.

Je dois signaler que le nombre d'entreprises dans cette situation est minoritaire puisque le solde global de la gestion des entreprises publiques grâce aux dispositions qui ont été prises montre une évolution positive.

Mais ceci étant, pour ces entreprises, la gravité des dysfonctionnements exige au-delà des mesures correctives déjà prises à l'encontre des dirigeants sociaux concernés la mise en place d'un cadre renforcé de suivi et de contrôle de la gestion des entreprises publiques. J'ai indiqué au conseil présidentiel qu'un accent particulier devra être ac-

cordé au cadre législatif et réglementaire des entreprises publiques en vigueur, notamment les règles de passation de marchés, le recours à l'emprunt. Il faut que les textes soient respectés.

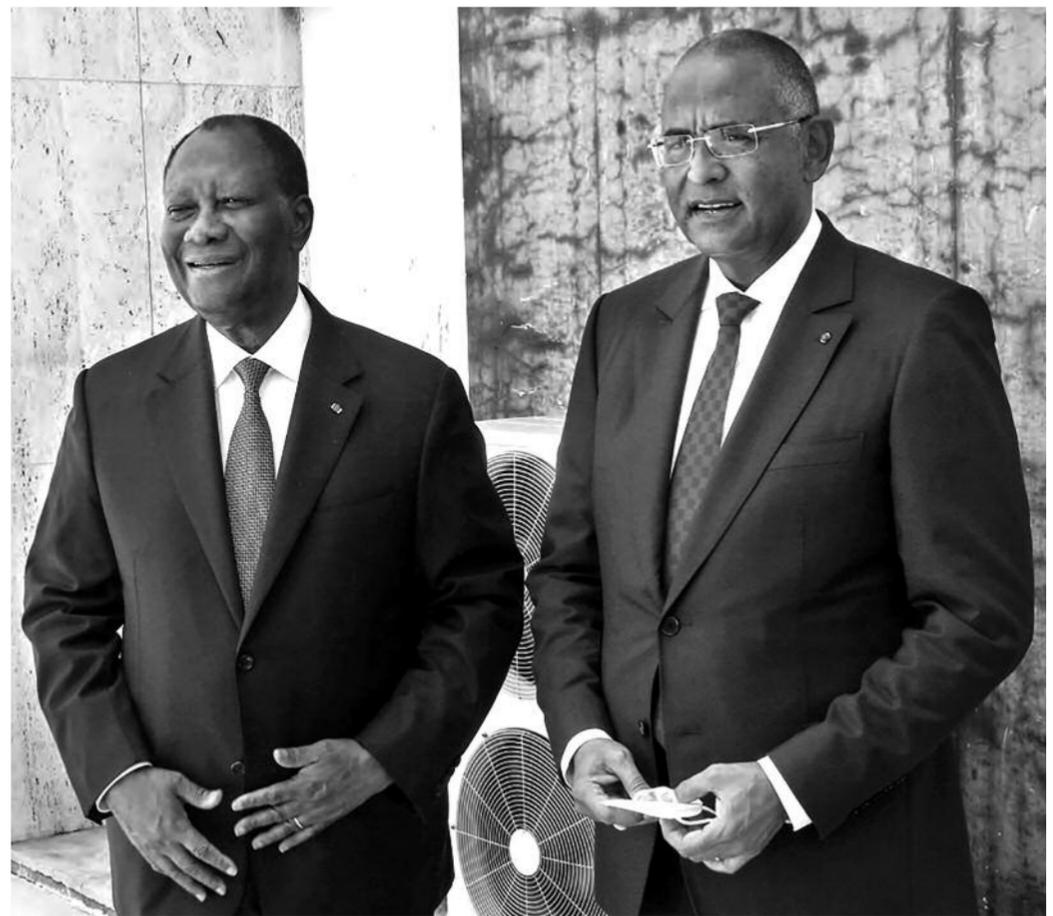
Deuxièmement, un meilleur suivi du bilan de gouvernance des entreprises publiques et à cet effet, je souhaite qu'au terme de chaque exercice comptable, une communication en conseil des ministres sur le bilan de gouvernance des entreprises publiques soit présenté.

Troisièmement, il faut une plus grande responsabilité des directeurs généraux, des membres du conseil d'administration ainsi que des ministres de tutelle qui doivent renforcer leur contrôle a priori.

A cet effet, les représentants de l'Etat qui sont en conseil d'administration doivent régulièrement rendre compte à leur hiérarchie. Par ailleurs, les ministres doivent également rendre compte au Chef du gouvernement et bien évidemment à la Présidence de la République.

Nous devons également veiller aux sanctions qui résulteront en cas d'irrégularités dans la gestion des entreprises publiques tant pour les directeurs généraux, les membres du conseil d'administration que pour les ministres de tutelle.

Monsieur le Premier ministre, je vous ai instruit à l'effet de prendre les dispositions pour la mise en œuvre diligente des orientations que je viens d'indiquer ainsi que des recommandations qui ont été faites par les audits réalisés. Pour terminer, je voudrais demander à chacune et à chacun de vous de promouvoir, bien évidemment, à nouveau la culture de la bonne gouvernance et la transparence dans la gestion des affaires



Le président de la République, lors du dernier conseil des ministres, a donné des orientations claires au PM Achi sur la bonne gouvernance.

publiques pour le bien-être de nos compatriotes.

Je voudrais souligner, pour éviter que certains en fassent une gorge chaude, que là, il s'agit de quelques entreprises publiques. Et moi je me félicite du bilan que nous avons obtenu parce que nous savons tous dans notre pays comment la corruption a gangrené le tissu social. C'est pour cela que j'ai

insisté depuis quelques années sur la nécessité de promouvoir ce concept d'ivoirien nouveau, intègre, travailleur et sérieux. Et ces recommandations nous appellent à encore plus d'engagement pour cette évolution que nous souhaitons pour encore avoir de meilleurs résultats et pour le rayonnement de notre beau pays. Voilà M. le Premier ministre, je voudrais donc féliciter et encourager le gouvernement à continuer. »

## HYDROCARBURE

Le litre de l'essence Super  
sans plomb augmente

Le prix du litre de l'essence super sans plomb a augmenté pour ce mois de février, passant ainsi de 615 à 635 FCFA, soit une augmentation de 20 FCFA. Selon une note du ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie, « le prix des produits pétroliers à la pompe est de 635 Fcfa pour le Super » pour ce mois de février contre 615 FCFA, le mois précédent, soit une hausse de 20 FCFA sur le litre. Le prix du gasoil reste inchangé à 615 FCFA/Litre tout comme le prix du pétrole lampant qui est maintenu à 555 FCFA/Litre.

Le prix de la bouteille de gaz, reste également inchangé. Ainsi, les prix de la bouteille de gaz butane de 6 kg (B6) et celui de 12,5 kg, beaucoup plus utilisés dans les ménages sont maintenus à 2.000 FCFA et 5.200 FCFA.

L'ajustement des prix à la pompe du carburant et du gaz butane en Côte d'Ivoire se fait chaque mois conformément aux dispositions du mécanisme automatique des prix des hydrocarbures sur le marché international.

LE CODIVOIRIEN  
est une publication de

SARL au capital de  
5 000 000 FCFA

Directeur de publication et Gérant :  
Zohoré Lassane

Directeur de la rédaction :  
Illyary Simplicie (07 71 07 80)  
simplicieilary@gmail.com

Rédacteur en chef :  
Jean François Koffi  
(07 09 76 80 12 - 01 40 00 58 67)  
jfkoff@yahoo.fr

Toute copie, même partielle, de cette publication est formellement interdite, sous peine de poursuite judiciaire.

Siège social :  
Koumassi Remblais non loin de ISTCO Colombe lot 1619 ilot 109

Adresse : BP 2773 Abidjan 11

Téléphone : 21 56 47 20 / 21 36 03 54

Fax : 21 56 51 69

E-mail : info@lecodivoirien.ci

Impression : SNPECI

Dépôt légal : N°10984 du 21/01/2014

Récépissé : N° 56/D du 16/12/2013 du Procureur de la République

Tirage : 15.000 exemplaires

# LE PANIER DE LA MÉNAGÈRE



## RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUES

### Le ministre Sidi Touré s'imprègne des réalités des pêcheurs de Grand-Béréby



**L**e samedi 29 janvier, le ministre des Ressources animales et halieutiques, Sidi Tiémoko Touré était en tournée à Grand-Béréby, pour s'imprègner des réalités du point de débarquement des produits de pêche de la localité, l'un des plus importants du pays par la qualité et la quantité des produits qui y sont débarqués.

A la fin de cette visite qui s'est achevée à San-Pedro, le ministre Touré a annoncé la construction d'un nouveau débarcadère moderne dans les prochains mois, afin de permettre aux acteurs de travailler dans des conditions sanitaires bien réglementées et d'offrir des poissons et d'autres protéines de qualité aux populations.

Il a souligné que le débarcadère est un dispositif structurant dans la gestion de la pêche en Côte d'Ivoire.

Il compte en faire autant que possible pour rassurer les populations ivoiriennes sur la qualité du poisson et des autres produits de mer offerts sur le marché.

Ce projet s'inscrit dans sa stratégie globale de développement de la pêche, impliquant la mise en place d'une gouvernance harmonisée des débarcadères sous sa tutelle.

Les acteurs du secteur qui travaillent dans des conditions précaires au point de débarquement de Grand-Béréby, attendant depuis longtemps la réalisation de cette infrastructure.

Le ministre des Ressources animales et halieutiques a clôturé sa mission dans la région par une visite du port de pêche de San Pedro, précédée d'une séance d'échanges avec la direction générale conduite par Hilaire Lamizana.

ISK

## SANTÉ

### La Fondation Raoul Follereau pour une « société zéro lèpre » en Côte d'Ivoire à l'horizon 2030



Le Premier ministre, Chef du gouvernement, Patrick Achi a salué l'initiative de la Fondation Raoul Follereau.

Le Président du directoire de la Fondation Raoul Follereau International, Oleg Ouss, a indiqué le 31 janvier 2022 à Abidjan, l'engagement de sa structure pour une « société zéro lèpre » en Côte d'Ivoire à l'horizon 2030. C'était au terme d'une audience que lui a accordée le Premier ministre ivoirien, Patrick Achi.

« Au cours de notre entretien avec le Premier ministre, nous avons exposé notre projet d'envergure dont l'objectif est de parvenir à une « société zéro

lèpre » en Côte d'Ivoire en 2030. Le Premier ministre nous a assurés de l'accompagnement de l'Etat de Côte d'Ivoire pour cette bataille que nous comptons mener », a déclaré Oleg Ouss. Entre autres défis auxquels la Fondation Raoul devra faire face en Côte d'Ivoire, il y a les 514 cas de lèpre dépistés en 2021.

La Fondation Raoul Follereau a pour mission de lutter contre la lèpre et l'ulcère de Buruli.

Source : Primature

## RENFORCEMENT DES RÉLATIONS

## Le Chef de l'Etat a eu un entretien avec les membres de l'Aiscuf



Le Chef de l'Etat a eu un échange fructueux avec les institutions ayant en partage l'usage du français.

**L**e président de la République, S.E.M. Alassane Ouattara, s'est entretenu, le lundi 31 janvier dernier, avec les membres de l'Association des Institutions Supérieures de Contrôle ayant en commun l'usage du français (Aiscuf), présents à Abidjan dans le cadre de la 9<sup>e</sup> Assemblée générale de leur Association.

Le Chef de l'Etat a souligné l'importance de la Cour des comptes dans la gouvernance des États et la nécessité pour cette Institution de continuer d'avoir un regard objectif sur la gestion des budgets.

Le président de la République a, en outre, relevé l'importance de réfléchir sur la meilleure

manière d'améliorer la gouvernance au niveau des États pour éviter les situations de blocage et de violence.

Abordant la situation en Côte d'Ivoire, le Chef de l'Etat a évoqué la bonne gestion de la crise sanitaire liée à la pandémie de COVID-19 avec, notamment, la non interruption de l'année

scolaire et universitaire ainsi que des activités économiques, l'obtention de financements concessionnels pour faire face à la pandémie et une bonne campagne de vaccination contre la COVID-19.

Le Président Alassane Ouattara a, par ailleurs, indiqué qu'en 2020, notre pays a obtenu un taux de croissance positif (2%) malgré la crise sanitaire, et maîtrisé le déficit public (6%), tout en ajoutant que le taux de croissance, en 2021, a été de 6,5% avec une amélioration du déficit public qui a été ramené à 5,5%.

Sur la question sécuritaire, le Chef de l'Etat a souligné la nécessité d'investir dans ce domaine et d'améliorer les infrastructures ainsi que les conditions de vie des populations dans les zones fragiles pour mieux lutter contre le terrorisme.

Pour terminer, le président de la République a remercié les participants à la 9<sup>e</sup> Assemblée Générale de l'Association des Institutions Supérieures de Contrôle ayant en commun l'usage du français pour avoir choisi Abidjan pour abriter cette rencontre, et a souhaité que les recommandations qui seront formulées à cette occasion puissent inspirer les États en matière de bonne gouvernance.

La Représentante du Secrétaire général de l'Aiscuf, Mme Anastasia ILINE, a, pour sa part, indiqué que la 9<sup>e</sup> Assemblée générale de leur Association sera l'occasion pour les participants de travailler sur des enjeux d'intérêt commun, notamment la manière d'adapter les méthodes et les objectifs de contrôle de la dette publique ainsi que la prise en compte des objectifs de développement durable.

ISK avec [www.presidence.ci](http://www.presidence.ci)

## RÉLIGION

## Le village de Tofêso a désormais sa nouvelle mosquée

**L**es habitants du village de Tofêso, commune de Kongasso dans le département de Mankono, n'oublieront pas ce vendredi 28 janvier 2022. En effet, un de leurs fils, cadre du village, Bagaté Bolou avec l'apport matériel et financier d'autres fils de Tofêso, a offert un édifice religieux à sa communauté qui est à 100% musulmane d'un montant global de plus de 30 millions de F CFA.

« C'est une joie immense qui m'amène ce vendredi (ndlr : 28 janvier) de voir que les populations de Tofêso ont leur mosquée et qu'elles ne se déplaceront plus pour aller faire la prière de Djoumab (prière de vendredi) dans d'autres villages », s'est exprimé le donateur Bagaté Bolou. Qui a aussi remercié du fond du cœur une de ses filles, madame Bagaté Epouse Bamba, qui a contacté un jeune Ivoirien vivant aux Etats-Unis, Bakary Koné qui a énormément contribué aux travaux de la mosquée

baptisée Mosquée Moussa Bah du nom d'un des aînés du village.

Toutefois, M. Bagaté a tenu à préciser que cette œuvre est le fruit de la participation et de l'implication de toutes les femmes et tous les hommes du village de Tofêso.

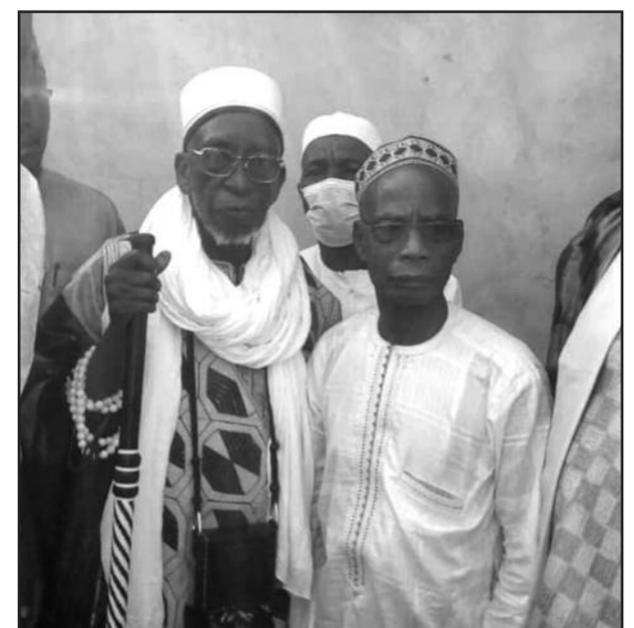
C'est devant plus de mille fidèles que s'est faite l'ouverture de la mosquée. Dans son sermon, l'imam Mamadou Karamoko dit Samekadé, tenant en main une canne dite "canne de la droiture" n'a pas manqué d'exhorter tous les fidèles (hommes et femmes) au strict respect des principes de l'Islam en étant droits comme la canne qu'il tenait, en étant des exemples pour les générations futures. « **Tout le village et toute la région de Mankono est très heureux ce vendredi. Mais nous les responsables religieux avons une lourde mission : celle de faire comprendre l'Islam et sont valeurs à nos fidèles. C'est pourquoi, cette canne de la**

**droiture m'a été donnée afin de servir de guide et d'exemple** », s'est exprimé l'imam Samekadé.

La cérémonie a vu la présence effective du maire de la commune de Kongasso et du député suppléant qui ont offert un appareil de sonorisation au comité de gestion de la nouvelle mosquée ainsi que deux tonnes de ciment pour les travaux de la clôture.

Faut-il le signaler, la mosquée de Tofêso est bâtie sur une superficie de 200 m<sup>2</sup> avec toutes des latrines.

La cérémonie était placée sous la haute autorité spirituelle du conseil supérieur des imams, des mosquées et affaires islamiques (COSIM) qui a profité de l'occasion pour faire des bénédictions pour la paix en Côte d'Ivoire et pour le président de la République, Alassane Ouattara.



Le donateur, El Hadj Bagaté Bolou ( en blanc à droite) en compagnie de l'imam Mamadou Karamoko dit Samekade tenant la canne " de la droiture".

ISK

## LEADERSHIP FÉMININ

## Le projet Fena lancé

**U**n atelier de lancement du projet "Voix et Leadership des femmes", dénommé "Femmes en avant!" ou FENA, s'est tenu le mardi 1er février 2022 à Cocody. Ouvrant cet atelier, Guillaume Aguetant, Directeur-Pays de CARE, a fait savoir que ce projet se justifie par le fait que les femmes, en dépit des actions des gouvernants et de la société civile, continuent de subir des injustices et l'inégalité homme-femme persiste. Guillaume Aguetant remarque également la faiblesse des Ong de femmes, dépourvues de moyens, de même que la faiblesse du réseautage. *"Vu ce constat, nous avons approché l'ambassade du Canada pour répondre à cette problématique. C'est vraiment un projet de développement des femmes, qui rejoint la philosophie du gouvernement du Canada"*, indique-t-il.

Djiké Claude, Directeur de Cabinet de la Ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfant, représentant M<sup>me</sup> Nasseneba Touré, a noté pour sa part que les chiffres de la faible représentativité des femmes dans les instances décisionnelles doivent interpeller tout le corps

social et pousser à agir davantage pour remédier à cet état de fait. A son tour, Nicole Gesnot, s'est réjoui de l'implémentation, en Côte d'Ivoire, de ce projet d'envergure sous régionale. Après avoir réitéré le soutien du Canada à ce projet, elle a invité à la poursuite des efforts conjugués. *"Quand les femmes développent un leadership, elles peuvent être de grands facteurs de changement"*, estime-t-elle.

Pour ce qui la concerne, M<sup>me</sup> Dagrou-Tanoh Florence, Directeur du Genre et de l'Équité au Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant, a invité les femmes à travailler ensemble, *"une façon de se connaître, d'être proches et de relever les défis"*. Le FENA vise l'amélioration de l'exercice des droits humains pour les femmes et les filles, surtout celles qui sont marginalisées et vulnérables, et la progression de l'égalité des genres en Côte d'Ivoire. Il est financé par Affaires mondiales Canada (AMC) et est mis en œuvre aux niveaux national, régional et local, sur une période de cinq ans (2020-2026), par CARE et environ 38 ODDF et 3 réseaux/coalitions d'ODDF ivoiriennes.

ISK ( Source Abidjan.ci)



Le projet FENA a été lancé dans la ferveur.

## RENTRÉE 2022 DU CESEC

## Aka Aouélé assure que son institution « jouera pleinement son rôle »



La rentrée solennelle du CESEC s'est effectuée en présence du Président Alassane Ouattara.

**C'**est parti pour la 13<sup>e</sup> mandature du Conseil économique, social, environnemental et culturel. C'est en présence du président de la République, Alassane Ouattara, jeudi 27 janvier que le Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel (Cesec) a effectué sa rentrée solennelle à son siège au Plateau.

Devant 109 membres du conseil consultatif présents, le président Eugène Aka Aouélé a traduit l'engagement de son institution à continuer de jouer pleinement son rôle, celui de donner des avis sur les projets de loi à caractères économique et financier.

Eugène Aka Aouélé a inscrit les actions de la 13<sup>ème</sup> mandature de l'institution dans la droite ligne du programme gouvernemental initié par le chef de l'Etat, Alassane Ouattara, en plaçant son agenda de l'année 2022 sous le sceau du *"Développement de l'économie sociale et solidaire"*.

Il s'agira, à travers les travaux, *« de faire aux pouvoirs publics avec objectivité et dans la recherche de l'intérêt général, des suggestions nécessaires à une mise en œuvre des programmes du gouvernement de SEM Alassane Ouattara »*.

Il s'agira aussi du renforcement de la gouvernance et du capital humain, du renforcement de la veille stratégique et du dialogue social, de la valorisation de la culture, du développement durable et local de même que de la coopération et du partenariat.

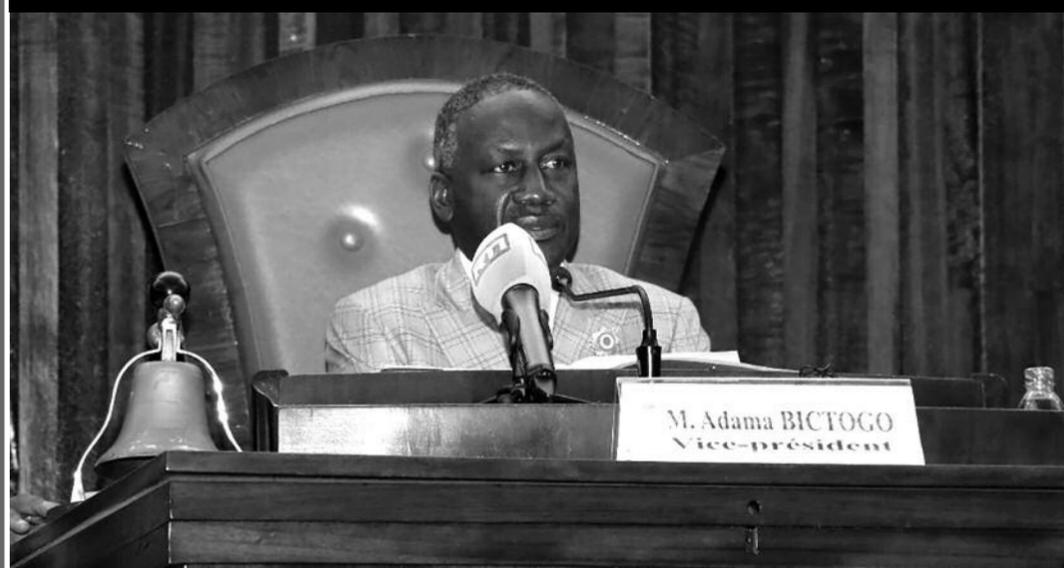
*« L'objectif est de nous situer au cœur des pulsions du corps social, dans son ensemble, pour mieux apprécier les défis qui s'imposent à nos braves populations, afin de faire des propositions, susceptibles d'aboutir à des prises de décisions appropriées »*, a-t-il soutenu.

Le Président du Cesec a en outre réaffirmé son *« engagement et sa détermination »*, au président Alassane Ouattara, lui promettant d'assumer ses responsabilités avec *« rigueur dans la droite ligne de l'ambitieux programme »* du gouvernement, afin que les résultats à terme soient à la hauteur

*« Demeurez M. le Président, la conscience claire et cohérente de notre quête de développement. Vous êtes la colonne vertébrale qui donne l'équilibre à notre marche »*, a affirmé Aka Aouélé, se félicitant des propositions consécutives aux sollicitations adressées sur l'annexe fiscale 2022 et le projet de loi sur les districts autonomes.

Ibrahim S. KONE

## ASSEMBLÉE NATIONALE



## Adama Bictogo assure l'intérim d'Amadou Soumahoro

C'est une note du Bureau de l'Assemblée nationale qui donne l'information à travers une note.

Le Bureau de l'Assemblée nationale informe ainsi les Ivoiriens qu'en raison de l'absence du Président Amadou Soumahoro hors du pays pour cause de maladie, le 1<sup>er</sup> Vice-Président, le député d'Agboville, Adama Bictogo assurera l'intérim de l'institution.

Toujours selon la note, depuis le 21 janvier 2022, Amadou Soumahoro est en déplacement pour des soins intensifs.

Depuis cette date donc, la présidence de la chambre basse du parlement est dirigée par Adama Bictogo.

Le Président de l'Assemblée Nationale, élu après les législatives de mars 2021 n'a jamais recouvré la santé.

Durant son absence, son 1<sup>er</sup> Vice-Président, Bictogo assurera pleinement les fonctions de Président du Parlement et ratifiera tous les projets de lois en véritables lois.

ISK

## MENACE TERRORISTE DANS LE NORD



Le Général Lassina Doumbia présentant le plan de riposte des soldats au PM.

# Le gouvernement ACHI attaque le mal à la racine

**Face à la menace djihadiste grandissante dans le sahel et les attaques répétées des groupes terroristes au Nord, notre pays s'est doté de moyens colossaux afin de parer à toute éventualité.**

Depuis quelques années, les pays de l'Afrique subsaharienne subissent les affres du terrorisme. Des groupes armés sèment le chaos, la terreur et la désolation en de multiples endroits. Personne n'y échappe. Le Burkina-Faso, le Mali, le Bénin, le Nigéria, le Ghana, le Niger, la Côte d'Ivoire, sont les pays qui sont dans la ligne de mire des terroristes. L'Afrique de l'ouest est constamment mise à rude épreuve par des bandes armées, qui cherchent à étendre leur influence.

La menace est telle qu'aujourd'hui, ces pays sont obligés de se donner la main, de coopérer militairement, d'échanger des renseignements pour venir à bout du terrorisme. Mais les choses ne sont pas aussi simples qu'on pourrait le croire.

## GRAND-BASSAM, KAFOLOH, TEHINI...

Les Ivoiriens qui, bien avant les attaques de Grand-Bassam, en 2016, voyaient de loin, la menace terroriste qui secouait l'Afrique de l'Ouest, sont sortis de leur sommeil, le 13 mars de cette année-là. Selon les chiffres officiels, il y a eu 19 morts et de nombreux blessés. Mais bien avant l'attentat, les services de sécurité ivoiriens avaient déjoué plusieurs tentatives de déstabilisation de ces hommes "sans visage". Maintenant, il fallait mettre des garde-fous. Malgré la surveillance constante de nos frontières, la menace terroriste est réelle. Car à mesure que les pays voisins sont durement touchés par des vagues de violences, les terroristes profitent de la porosité de la frontière entre le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire pour péné-

trer en zone ivoirienne et se réfugier dans la vaste réserve de la Comoé.

L'année dernière, plusieurs attaques survenues en Côte d'Ivoire, le long de la frontière avec le Burkina, ont coûté la vie à une dizaine de militaires ivoiriens et blessé au moins cinq autres. Ces incidents témoignent de l'expansion du spectre de l'extrémisme violent qui plane sur le pays.

Dans la nuit du 7 juin 2021, la localité de Tougbo dans la région du Tchologo a été attaquée. Un mois plus tôt, des individus armés ont envahi la localité de Bolé et menacé des personnes qu'ils accusaient d'être des informateurs des forces de sécurité nationales. Fin mars, une position des forces armées ivoiriennes à Kafolo et un poste de gendarmerie à Kolobougou ont été la cible d'attaques armées.



Le PM, Patrick Achi et le ministre d'Etat, ministre de la Défense, Téné Birahima en compagnie des FDS et leurs hiérarchies.

Sans oublier l'attaque contre les positions de nos forces de défense et de sécurité à Téhini et dans d'autres localités.

### LES TERRORISTES IDENTIFIÉS, SELON LES AUTORITÉS IVOIRIENNES

Les autorités ivoiriennes attribuent ces attaques à un groupe lié à la Katiba Macina, affiliée au Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM). Ces groupes qui procèdent à des attaques sporadiques et n'hésitent pas à menacer les populations des contrées reculées dans le septentrion ivoirien de représailles quand ils les suspectent de collaborer avec les forces ivoiriennes. Les communautés qui résistent ou s'opposent aux activités et aux efforts d'implantation des groupes extrémistes sont des cibles. Et depuis, les forces de défense et de sécurité déployées dans le Nord occupent les endroits stratégiques de la région avec les moyens de bord.

ALASSANE OUATTARA :

### « NOUS NE MÉNAGERONS AUCUN EFFORT POUR GARANTIR LA SÉCURITÉ DES IVOIRIENS »

Soucieux de préserver la sécurité des Ivoiriens, le président de la République, Alassane Ouattara, a rassuré ses compatriotes, le 06 août 2021 à Abidjan, dans son message à la Nation, à l'occasion du 61<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance de la Côte d'Ivoire, sur la capacité du gouvernement à garantir la sécurité sur l'ensemble du territoire, face aux attaques terroristes. « *Notre pays fait face à des menaces terroristes, notamment à notre frontière nord. Je tiens à rassurer l'ensemble de nos populations que le gouvernement ne ménagera aucun effort pour garantir la sécurité des personnes et des biens sur l'ensemble du territoire national* », a indiqué Alassane Ouattara.

Qui l'a encore répété le mercredi 2 février aux FDS à l'occasion de la présentation des vœux de nouvel an. « *Je peux vous assurer que nous mettrons tout à votre disposition pour l'atteinte de vos objectifs* », a réitéré le Chef de l'Etat aux patrons de la Grande Muette, rassurant ainsi son engagement dans la lutte contre le terrorisme.

Le Chef de l'Etat en a profité pour saluer le professionnalisme des Forces de Défense et de Sécurité ivoiriennes qui permet de tenir « *ces velléités d'attaques sous contrôle* ». Et d'ajouter que « *l'Etat continuera à mettre les moyens nécessaires à la disposition de nos Forces de Défense et de Sécurité, notamment en matière d'équipement et de formation, à travers l'Académie Internationale de Lutte contre le Terrorisme de Jacqueline* ».

### UNE ZONE OPÉRATIONNELLE CRÉÉE AU NORD

Le 8 novembre 2021, le Premier ministre, Patrick Achi, a indiqué au cours de son premier semestre (6 mois) à la Primature devant la presse, que la Côte d'Ivoire, en collaboration avec ses partenaires, est outillée pour garantir la sécurité des populations et renforcer la paix et la cohésion sociale. « *Je voudrais vous assurer que la Côte d'Ivoire, avec ses partenaires, saura faire face aux enjeux sécuritaires, notamment en ce qui concerne le terrorisme au Sabel* », a soutenu Patrick Achi.

Le Chef du gouvernement a évoqué le renforcement des moyens des Forces de Défense et de Sécurité, notamment avec la mise en place de la Zone Opérationnelle Nord. Un dispositif de sécurité qui permet aux Forces Armées de Côte d'Ivoire (FACI) d'y intensifier les contrôles aux frontières. Tout comme il a été procédé au renforcement de la Cellule Spéciale d'Enquête, d'Instructions et de Lutte contre le Terrorisme.

En outre, la Côte d'Ivoire abrite le siège de l'Académie Internationale de Lutte contre le Terrorisme de Jacqueline, outil unique sur le continent africain.

### LE BUDGET DE LA DÉFENSE S'ÉTABLIT À PLUS DE 378 MILLIARDS EN 2022

Pour faire face aux attaques récurrentes des terroristes, les budgets de la Défense se sont particulièrement multipliés cette année. 43 millions \$ (25 milliards FCEA) supplémentaires ont été alloués par le gouvernement au département de la Défense en 2022, par rapport aux 609 millions \$ (353 milliards) prévus par la Loi de finances 2021.

La Commission des affaires économiques et financières de l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire a validé le budget-programme du ministère de la Défense pour l'année 2022. Il est ainsi établi à 651 millions de dollars, soit plus de 378 milliards de francs CFA. L'annonce a été faite le mercredi 17 novembre sur le site Internet dudit ministère.

Consciente de la réelle menace, la Côte d'Ivoire a entrepris plusieurs initiatives dont la mise à la disposition des jeunes de la région nord, de moyens importants qui puissent leur permettre d'entreprendre des activités et éviter ainsi d'être manipulables et d'accepter les offres de ces terroristes.

### LE GOUVERNEMENT MOBILISE PLUS DE 8 MILLIARDS FCEA

Le Premier ministre, Chef du Gouvernement, Patrick Achi, a ainsi effectué le samedi 22 janvier dernier, une mission dans la zone nord de cette partie de la Côte d'Ivoire, afin de s'imprégner de la réalité sur le terrain.

Accompagné d'une forte délégation de personnalités

politiques et militaires dont le ministre d'Etat, ministre de la Défense, Téné Birahima Ouattara, fils de la région et président du conseil régional du Tchologo, Roger Adom, ministre de l'Economie numérique, Kaba Nialé, ministre du Plan et du Développement, Touré Mamadou, ministre de la Jeunesse, le Chef d'Etat-Major des armées, le Général Lassina Doumbia, le Commandant Supérieur de la Gendarmerie nationale, le Général Apalo Touré, le Premier Ministre a visité les localités frontalières de Kafolo, de Toungo, Téhini et Kong.

Au cours de cette visite, Patrick Achi a déclaré à Toungo devant les populations que le président de la République, Alassane Ouattara qui tient à la vie humaine a décidé de mettre à la disposition des populations, particulièrement les jeunes, la somme globale de 8,6 milliards F CFA afin de « *lutter contre la fragilité des zones frontalières du Nord* ».

Ce programme spécial qui s'inscrit dans le Programme Social du Gouvernement (PS GOUV 2) permettra ainsi à plus de 20.000 jeunes de cette zone fragile d'éviter la tentation terroriste. Car, il faut le reconnaître, selon une personnalité politique du nord-est, les jeunes étaient facilement manipulables par les terroristes avec une moto et la somme de 100.000 F CFA pour accomplir leurs bassesses.

Le Premier ministre a remercié du fond du cœur le Chef de l'Etat qui a toujours privilégié le social. « *Si l'ambition humaine comme le budget consacré sont si élevés, c'est pour atteindre des objectifs clairs, forts, concrets, notamment celui de l'insertion sociale des jeunes, avec le renforcement du Service Civique et de l'école de la 2<sup>e</sup> chance et qui rapprochera notre jeunesse des valeurs de notre : Union – Discipline-Travail* », s'est exprimé le Chef du Gouvernement. Qui a profité de l'occasion pour remettre des chèques d'un montant de 100.000 F CFA et des motos à une centaine de jeunes (femmes et hommes) bénéficiaires de la phase 1 de ce Programme spécial qui concerne plus de 20.000 jeunes de la grande zone nord frontalière.

L'objectif du gouvernement est donc clair : « *Mettre sous l'éteignoir ces ennemis de la paix, sans visage* ». Avec les importants moyens déployés, espérons que la jeunesse du nord frontalier regarde l'essentiel et reste sourde aux appels de ces individus sans foi ni loi.

JFK et ISK



Le PM remet des chèques aux jeunes du Nord afin d'éviter qu'ils ne soient des proies faciles pour les terroristes.

## BONNE GOUVERNANCE

## Le Premier ministre Patrick Achi préconise la transparence dans la gestion des ressources publiques

**L**e Premier ministre ivoirien, Patrick Achi, a préconisé le 31 janvier 2022 à Abidjan, la transparence dans la gestion des ressources publiques, en vue d'accélérer le développement du pays. C'était lors de la cérémonie d'ouverture de la 9ème Assemblée Générale de l'Association des Institutions Supérieures de Contrôle ayant en Commun l'Usage du Français (AISCCUF) où il représentait le Président de la République Alassane Ouattara.

La rencontre d'Abidjan porte sur : « Les enjeux du contrôle de la dette » et « Le contrôle de la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable ».

« ... Sans administration efficace, transparente utilisant rationnellement et pertinemment la richesse nationale commune, sans administration dotée de la probité la plus grande, sans administration attentive, véritable alliée de notre secteur privé et de nos entrepreneurs dans leur développement, cette vision ne pourra se réaliser à la pleine mesure de nos ambitions et celle du peuple ivoirien », a relevé Patrick Achi.

Pour le Chef du gouvernement, la Côte d'Ivoire accorde un intérêt stratégique au renforcement de la bonne gouvernance, levier essentiel de l'accélération de son développement et de la transformation de son économie au cours de la prochaine décennie.

Il a, en outre, félicité le Président de la Cour des Comptes de Côte d'Ivoire, Kanvaly Diomandé, par ailleurs président de l'AISCCUF, pour sa grande expérience et surtout pour l'apport positif de l'institution qu'il dirige dans la gestion transparente et efficace des finances publiques, la bonne gouvernance des Etats et l'enracinement de la démocratie.

Plus singulièrement pour la Côte d'Ivoire, a dit Patrick Achi, la Cour des Comptes permet de soutenir le gouvernement dans les actions de promotion de la bonne gouvernance, la transparence dans la gestion des affaires publiques, la lutte contre le gaspillage et le détournement des deniers publics, dont l'importance n'a cessé d'être rappelé par le Chef de l'Etat au titre des objectifs prioritaires de l'année 2022.

Le Chef du gouvernement a salué le dynamisme de l'AISCCUF qui a réussi à passer de 18 membres à sa création en 1994, à 43 membres en 2022.

L'AISCCUF est un cadre d'échanges entre les Institutions Supérieures de Contrôle (ISC) de l'espace francophone. Elle a pour objectif de faciliter les rencontres entre ses membres, d'organiser leur coopération, d'encourager la dif-

fusion des normes internationales et bonnes pratiques et de concourir au renforcement des capacités par la formation et l'assistance technique.

ISK ( Source : Primature)



Patrick Achi a rassuré les responsables d'institutions quant à la volonté gouvernement à lutter contre la corruption

## ÉCONOMIE

## La société civile préoccupée par la dette estimée à "58% du PIB"



Le Coordonnateur national de la CSCI s'est dit préoccupé par la dette ivoirienne.

**L**a Convention de la société civile ivoirienne (CSCI) se dit préoccupée de la dette de la Côte d'Ivoire, estimée à 17 676 milliards de Fcfa, à fin mars 2021, soit "58% du PIB", selon une étude présentée par un consultant, lundi dernier à Abidjan.

L'étude, menée par l'économiste et statisticien Guillaume Adingra, a été débattue à l'occasion

sur des données sur la période de 2017 à fin mars 2021.

Le coordonnateur de la Convention de la Société civile ivoirienne, Mahamadou Kouma, a justifié que l'organisation, en faisant cet atelier, a un regard sur la situation de la dette pour voir comment cette question est gérée dans l'intérêt des populations.

"Le consultant, dans son exposé a pu dé-

montrer que l'endettement est une question préoccupante et on voit que le cycle d'endettement est tel qu'il n'est pas encore alarmant, mais il est préoccupant", a dit M. Mahamadou Kouma à la presse.

Selon Guillaume Adingra, "à fin mars 2021, le stock de la dette est estimé à 17 676 milliards Fcfa, composé de 65% de dettes extérieures et 36% de dettes intérieures". Ce qui dénote que l'Etat ivoirien emprunte plus sur le marché extérieur que sur le marché intérieur.

"Le point alarmant est la viabilité de la dette, aujourd'hui, (car) nous avons atteint quasiment le niveau de 58% du PIB (Produit intérieur brut) et le pays court dangereusement vers le seuil de la dette recommandé par l'Uemoa qui est de 70%", a-t-il dit.

La Covid-19, fera observer le consultant ivoirien, a "accélééré l'endettement de nos économies notamment en Côte d'Ivoire". De ce fait, pour faire face aux dépenses du pays, soutenir l'économie, et poursuivre son programme de développement, l'Etat a dû emprunter.

Il a rappelé qu'en 2012, la Côte d'Ivoire a bénéficié d'une annulation de sa dette qui est passée de 67% de son PIB à 18%. Mais, avec la pandémie de la Covid-19, plusieurs pays ont contracté des dettes en 2020 pour soutenir leurs économies.

Au regard de cette tendance, la Côte d'Ivoire "court un risque de surendettement", a-t-il déclaré, mentionnant que l'objectif de cette étude est de prévenir les autorités sur le niveau de la dette du pays.

En outre, l'inflation est en hausse quasiment autour de 3% en 2021 et le solde budgétaire s'est

dégradé. Ces indicateurs macroéconomiques devraient être analysés pour contenir le risque de surendettement.

Toutes les composantes de la dette sont en hausse et le stock global de la dette a connu une hausse de 26% de 2019 à 2020, révèle le rapport d'étude qui souligne que celui de la dette extérieure est en hausse de 21% ainsi que la dette intérieure, de 36%.

S'agissant de la viabilité de la dette publique, "nous avons pris les projections du PIB en 2021 et nous avons rapporté le stock de la dette publique à fin mars 2021, et nous nous situons aujourd'hui à 58%", a-t-il précisé dans sa méthodologie.

"Le stock de la dette est passé de 67% à 18% en 2021 (après l'annulation), aujourd'hui, en 2022, le stock de la dette est remonté à 58% du PIB. Il y a donc une accélération de l'endettement, ce qui peut faire penser que le risque de surendettement est bien réel", a dit M. Adingra.

La dette publique ivoirienne, estimée à 40% en 2017, s'est établie selon l'étude à 58% en 2021. Le service de la dette, qui traduit le paiement des créanciers, lui, est composé de 60% de dettes au plan intérieur et 40% à l'extérieur.

La Côte d'Ivoire contracte le plus de dettes en d'autres devises, représentant un taux de 54% et 46% en monnaie locale. M. Adingra a fait observer "qu'il y a un risque au niveau du taux d'échange" qui connaît une fluctuation et cela peut être préjudiciable pour l'économie.

ISK

## ADDUCTION EN EAU POTABLE

## Le gouvernement veut aller plus loin en 2022

**L**e ministère de l'hydraulique a publié vendredi 14 janvier 2022, la liste des 155 quartiers et sous quartiers bénéficiaires du projet « *Amélioration des Performances Techniques et Financières du secteur de l'eau potable* » (APTF) lancé en mai 2020. Il a expliqué que sur 155 quartiers et sous quartiers non canalisés du grand Abidjan à raccorder au réseau d'eau potable, plus de 105 sont déjà connectés.

« *Sur 165 000 branchements sociaux prévus dans ces quartiers, plus de 110 000 ont déjà été octroyés, les ménages bénéficiaires ne payent que 10 000 FCFA et l'État paye les 157 000 FCFA de différence. Toutefois il est bon de préciser que certains sous-quartiers qui ont bénéficié du projet, n'apparaissent pas clairement sur cette liste jointe tout simplement parce qu'ils ont fait l'objet de regroupement au cours de la phase d'exécution* », explique la note du ministère.

En 2022, Laurent Tchagba Tchagba et ses équipes promettent d'aller encore plus loin, tant à Abidjan qu'à l'intérieur du pays, afin de garantir l'accès de tous à l'eau potable.

Dans le même temps, au cours d'une réunion présidée jeudi 13 janvier 2022 par le chef de cabinet, Moussa Dogoni, il a été question de l'organisation de la desserte en eau potable par

camions dans les quartiers et sous quartiers du grand Abidjan et de l'intérieur du pays en cas de rupture de la desserte. Estimant que les Camions citernes sont une solution d'urgence en cas d'incident sur le réseau provoquant une baisse de pression allant jusqu'au manque d'eau, car ils assurent la continuité de service.

« *C'est pourquoi, il était important pour le Ministre Laurent Tchagba, qu'en ce début d'année 2022, les gestionnaires de camions citernes de l'ONEP et de la SODECI fassent l'inventaire de tous les camions citernes opérationnels tant à Abidjan qu'à l'intérieur du pays, afin de réussir l'organisation de la desserte en eau potable en cas d'urgence. Les gestionnaires après avoir fait l'inventaire des camions citernes et présenté la liste des quartiers et sous quartiers par commune ayant des difficultés d'accès à l'eau potable, ont informé les participants du fait que grâce au projet APTF qui a permis de connecter au réseau d'eau potable plus de 105 quartiers et sous quartiers du grand Abidjan en 2021, certaines populations autrefois desservies par camions citernes, ont aujourd'hui accès à l'eau potable à partir du robinet* », explique le communiqué qui a sanctionné la réunion.

ISK



Le ministre de l'Hydraulique, Laurent Tchagba veut intensifier l'adduction en eau potable dans toute la Côte d'Ivoire en 2022.

## APPELS À CANDIDATURES POUR DES POSTES DE DG

## Le président Ouattara affiche sa volonté de bonne gouvernance

**L**a bonne gouvernance reste l'un des piliers de l'action gouvernementale. Et le Premier ministre, Patrick Achi a réaffirmé, à l'occasion de sa conférence de presse le 8 novembre 2021, l'engagement du président de la République à en faire son cheval de bataille.

Les audits commandités depuis quelques mois dans plusieurs structures de l'administration ivoirienne s'inscrivent dans cette dynamique. « *Le processus est irréversible et ira jusqu'à son terme* », avait affirmé le Premier ministre, Patrick Achi, lors de son premier « *Grand Oral* ». Prenant le pari avec les Ivoiriens d'un changement perceptible les semaines à venir.

Après les résultats des audits dans plusieurs structures publiques, les sanctions s'en sont suivies avec le limogeage des Directeurs généraux véreux.

Le lundi 17 janvier, le Chef du Gouvernement a lancé un appel à candidatures pour le recrutement de directeurs généraux au Fonds d'entretien routier (FER), à la Nouvelle pharmacie de la santé publique (NPS), et au Village des technologies de l'information et de la biotechnologie (VITIB).

Ces appels à candidature s'adressent à tous les Ivoiriens résidents dans le pays ou à l'étranger. Les postulants sont invités dès le 17 janvier 2022 à adresser une lettre de motivation, un CV et leur prétention salariale, ainsi que leurs diplômes au cabinet Ernst & Young, un cabinet d'audit financier et de conseil, Membre du Big Four. Le choix de ce cabinet est le signe d'une volonté de transparence de la part du gouvernement dans la conduite du processus. Cet engagement du Chef de l'Etat, Alassane Ouattara, à assainir la gestion de la chose publique avec plus de



Après le limogeage de plusieurs cadres d'entreprises publiques comme Lanciné Diaby (ex DG du Fer), le gouvernement vient de lancer des appels à candidatures.

fermeté et d'efficacité se matérialise par la création le 6 avril 2021, d'un ministère de la Promotion de la Bonne gouvernance, du Renforcement des capacités et de la Lutte contre la corruption. Quelques années après celle de la Haute autorité pour la Bonne gouvernance.

Pour 2022, la bonne gouvernance, la lutte contre la corruption et la transparence dans la gestion des affaires publiques devraient être promues davantage par l'ensemble des concitoyens, a encouragé le Président de la République, dans son adresse à la nation, la veille du nouvel an.

« *Nous devons bâtir une conscience nationale imprégnée des valeurs d'intégrité, d'équité, et d'un sens élevé de la responsabilité dans la conduite des affaires publiques* », a dit le Chef de l'Etat, Alassane Ouattara.

ISK

## PROTECTION SOCIALE

## 65 000 travailleurs indépendants enrôlés par la Cnps en 6 mois

**C**e sont au total Soixante-cinq mille (65 000) travailleurs indépendants qui ont été enrôlés par la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS) en six mois, au titre du Régime Social des Travailleurs Indépendants (RSTI), a indiqué Simon Adou, responsable de coordination du régime social des travailleurs indépendants à la direction projet de la Caisse nationale de prévoyance sociale (CNPS), le mardi 11 janvier 2022 à Abidjan.

Simon Adou était l'invité de « *Tout Savoir Sur* » du CIGG, cadre d'échanges hebdomadaire entre des journalistes, des acteurs de la société civile et une autorité de l'administration publique.

« *J'exhorte tous les travailleurs indépendants vivant en Côte d'Ivoire à se faire enrôler de sorte à bénéficier des prestations de la CNPS. Les travail-*

*leurs indépendants peuvent se faire enrôler par tous les moyens et à distance via l'application RSTI. A ce jour, 65 000 travailleurs indépendants ont été enrôlés par la CNPS en six mois, pendant la phase pilote du projet* », a relevé Simon Adou.

Pour bénéficier des prestations du régime social des travailleurs indépendants, les travailleurs doivent appartenir aux corporations suivantes : transporteurs, exploitants miniers, religieux, commerçants, consultants, artisans, agriculteurs, sportifs, artistes, être de la Diaspora, etc.

Le travailleur indépendant doit se déclarer à la Cnps en précisant son métier et le montant de sa cotisation sociale qu'il s'engage à payer par mois. Cette cotisation est fixée librement dans le respect de la cotisation minimum de sa catégorie socioprofessionnelle.

Le régime social des travailleurs indépendants protège le travailleur indépendant en cas de maladie, d'accident, de maternité et de vieillesse en lui servant des prestations sociales. Selon Simon Adou, le travailleur indépendant doit avoir cotisé au moins pendant dix ans pour bénéficier de la pension à vie.

Institué par l'Ordonnance n°2019-636 du 17 Juillet 2019, le régime social des travailleurs indépendants permettra à 90% des travailleurs actifs en Côte d'Ivoire de bénéficier de la protection sociale.

ISK ( Source CIGG)

**M. Simon Adoua encouragé tous les travailleurs indépendants à se faire inscrire à la CNPS.**



ANACARDE

## La Côte d'Ivoire, premier pays transformateur de la noix de cajou en Afrique



**C'**est assurément une bonne nouvelle en ce début d'année pour les acteurs de la filière de l'anacarde. Notre pays est devenu le premier pays transformateur de noix de cajou sur le continent. C'est la bonne nouvelle qu'a révélée, il y a quelques jours, le porte-parole du gouvernement, Amadou Coulibaly, après un Conseil des ministres.

« En dépit des conséquences de la Covid-19, notre pays est devenu le premier pays transformateur de la noix de cajou en Afrique et le 3e dans le monde en 2021 avec 136.854 tonnes transformées », a dé-

claré Amadou Coulibaly qui a aussitôt précisé que la Côte d'Ivoire continue de maintenir sa position de leader mondial au niveau de la production et de l'exportation de la noix de cajou brut avec 805.748 tonnes exportées.

Il a aussi ajouté que cette année, pour la campagne 2022, une production de 1.040.000 tonnes de noix de cajou est attendue. Selon lui, cette production représenterait, quasiment, le quart de la production mondiale.

La campagne qui s'ouvre ce 4 février 2022, le prix planché obligatoire bord champ est fixé à 305 FCFA/Kg. Le prix magasin intérieur est fixé à 330 FCF/Kg, à 359 FCFA/Kg en magasin

usine et à 389 FCFA/Kg en magasin portuaire.

Dressant le bilan de l'année 2021, le ministre Amadou Coulibaly a indiqué qu'il ressort qu'au terme de la campagne écoulée, la production nationale de noix de cajou a atteint 968.676 tonnes, soit une hausse de 14% par rapport à l'année 2020 qui avait une production de 848.700 tonnes. Au cours de cette campagne, les producteurs ont vu leurs revenus connaître une hausse de 14%, passant ainsi de 297 milliards FCFA distribués en 2020 à 339 milliards en 2021, a rappelé le porte-parole du gouvernement.

JFK

ENTENDONS-NOUS BIEN !!!

Par ISK

## Coups d'Etat par-ci, par-là : Où va l'Afrique de l'Ouest ?

**L**a sous-région n'a certainement pas fini avec cette spirale de coups d'Etat. Après les sanctions de la Cedeao contre la junte au pouvoir au Mali, le 10 janvier dernier, ce sont les militaires burkinabès qui se sont signalés le 24 janvier.

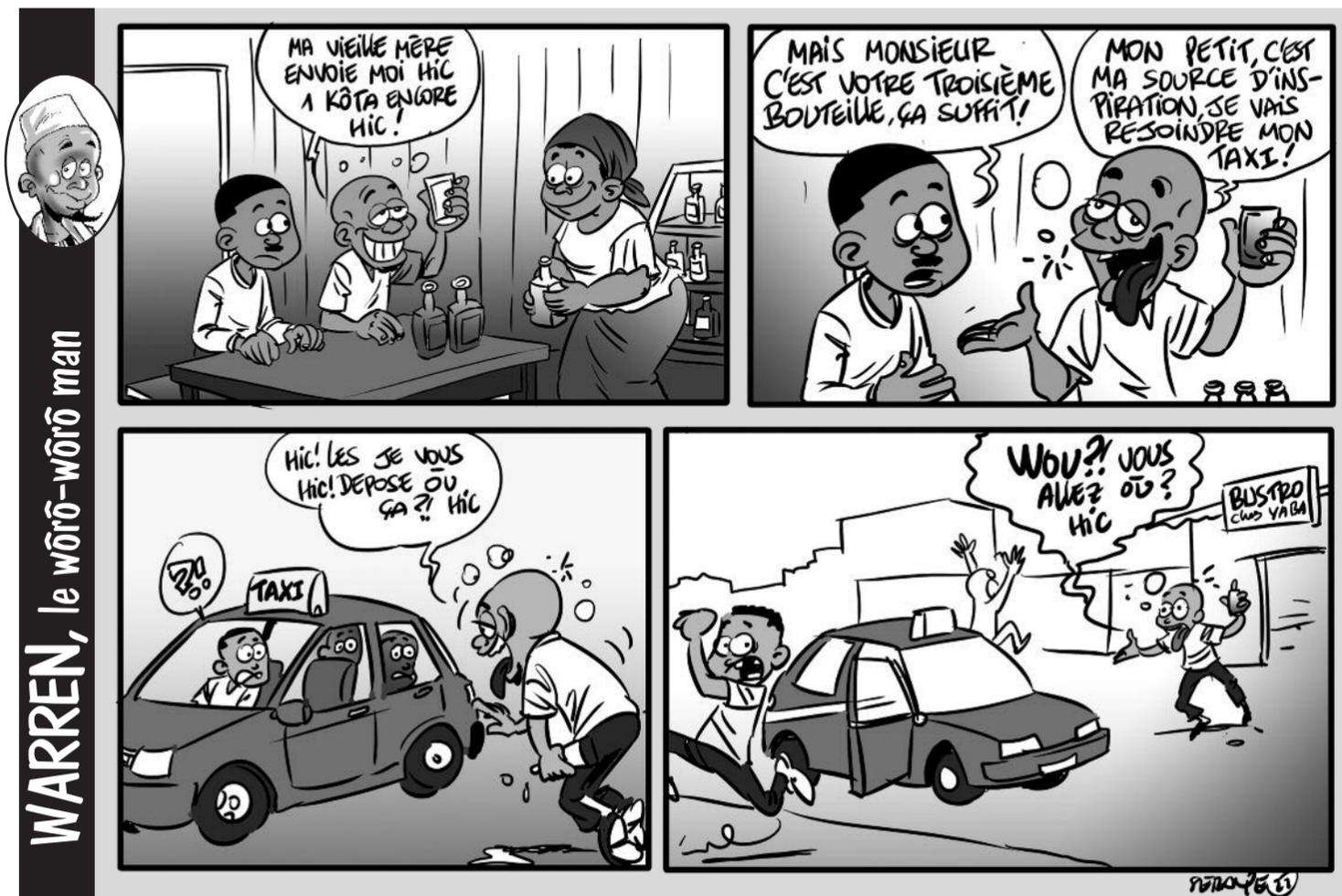
Conduits par le lieutenant-Colonel Henri Paul Sandaogo Damiba, ces soldats ont décidé de mettre fin au règne du président démocratiquement élu, Roch Marc Christian Kaboré. Qui, selon eux depuis des années, n'est jamais parvenu à faire face à la menace terroriste qui, chaque jour, gagne du terrain au pays des "Hommes intègres". Récemment, précisément le 22 novembre, ce sont 53 gendarmes qui ont été tués au front par les terroristes. Sans moyens, les soldats ont, selon eux, pris leurs responsabilités en mettant un terme à la gestion du président Kaboré.

Selon les dires du Lieutenant-Colonel Damiba, le nouvel homme fort de Ouagadougou, "il n'a jamais été question pour les militaires de s'ériger en hommes politiques, mais pour sauver notre pays". Le Lieutenant-Colonel, par ailleurs président du Mouvement pour la Sauvegarde et la Restauration (MSR), a rassuré les envoyés de la Cedeao affirmant rendre le pouvoir aux civils le plus tôt possible dans l'intérêt supérieur des Burkinabès.

Le mardi 2 février, des soldats ont tenté de renverser le pouvoir en Guinée-Bissau. Même si la situation était encore confuse dans la soirée, le Président Embaló a fait une sortie télévisée pour rassurer ses compatriotes Bissau guinéens. La Cedeao, dans son rôle de médiation, a condamné cette tentative de putsch et assuré les Bissau Guinéens de son soutien.

Toutefois, nous nous interrogeons sur cette spirale de coups d'Etat en Afrique de l'Ouest. En moins d'une année, ce sont 3 putschs et une tentative de putsch (Mali, Guinée Conakry, Burkina Faso et Guinée Bissau). Avec cette haine anti-française qui s'est propagée au Mali au profit de soldats d'une société militaire privée russe (Wagner), la psychose est bien réelle dans tous les autres pays de la Cedeao.

Dans plusieurs médias privés, les commentaires et autres analyses ressassent la menace terroriste et soulignent l'incapacité des Etats à y faire face. D'où la psychose dans l'espace CEDEAO qui se trouve mise à rude épreuve.



WARREN, le wôrô-wôrô man

Téléchargez **GRATUITEMENT** sur le site [lecodivoirien.ci](http://lecodivoirien.ci)

**LE CODIVOIRIEN**  
Même si tu ne comprends pas, tu vas comprendre !

CODIVOINERIE

Par ISK

Que font ces enfants mendiants dans nos rues ?

On se pose la question de savoir s'il existe une institution de protection des enfants en Côte d'Ivoire. En le disant, nous pensons au Ministère de la Famille, de la Femme et de l'Enfant, qui est doté d'un budget conséquent afin de traiter toutes les questions liées à la famille.

L'enfant étant l'un des piliers de toute famille, il est de la responsabilité du Ministère de jouer véritablement son rôle. Ce qui, pour nous, n'est pas le cas, car depuis plusieurs mois, nous assistons impuissants à l'envahissement des rues de nos communes par des enfants mendiants dont l'âge n'excède pas 6 ans.

Ces innocents sont envoyés à "la chasse au butin" par leurs mères pour la grande majorité venues des pays de la sous-région (Niger, Mali, Burkina Faso, ...).

Le ministère de la Famille le sait mieux que quiconque que la place d'un enfant se trouve à l'école et non dans la rue, ni dans une plantation. Nous attirons encore l'attention sur ce phénomène dont les autorités n'ignorent certainement pas l'existence.

Le comité national de lutte contre l'exploitation des enfants dans les plantations de cacao et anacarde (CNS) dirigé par la Première Dame, Dominique Ouattara fait de son mieux, quoique les résultats soient jusque-là en deçà des attentes de nos populations rurales.

A Abidjan par contre, le constat est clair. Les enfants mendiants opèrent au vu et au su de tous, les autorités particulièrement.

Depuis près d'une année, aucun acte, aucune déclaration du Ministère de la Famille, de la Femme et de l'Enfant pour mettre fin à cette pratique qui n'honore aucunement la Côte d'Ivoire.

Le Ministère, que de parrainer les manifestations politiques ou festives budgétivores, ferait mieux de mettre sur pied une brigade spéciale qui luttera contre cette pratique honteuse. Et songer à l'encadrement de ces enfants en attendant leur retour dans leurs pays d'origine. Comme le gouvernement l'a toujours répété : la place des enfants est à l'école et non dans les rues.

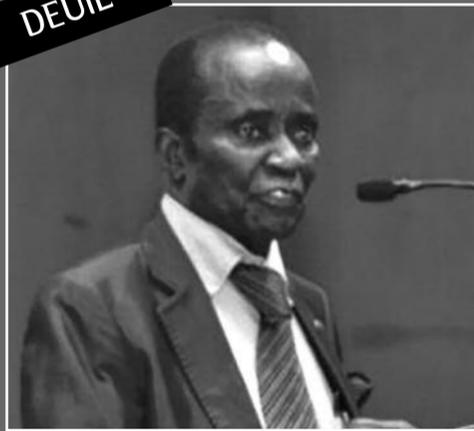
Nous pensons, pour notre part, que le Ministère de la Famille, de la Femme et de l'Enfant saura se saisir de cette question.

Pour joindre la rédaction du CODIVOIRIEN, Contactez le

07 71 07 80 - 09 76 80 12  
08 62 63 53 - 21 56 47 20  
21 36 03 54

E-mail : info@lecodivoirien.ci

DEUIL



Lambert Amon Tanoh, le premier ministre de l'Éducation Nationale a tiré sa révérence à 96 ans.

Lambert Amon-Tanoh, père de l'École ivoirienne s'est éteint

proche collaborateur du Président Alassane Ouattara a donné à l'école ivoirienne ses lettres de noblesse.

Originaire du Sud-Est de la Côte d'Ivoire, précisément du village d'Eboué, près d'Aboisso, avec lui, l'école ivoirienne a eu ses premières tenues scolaires, l'école télévisuelle aussi est une de ses trouvailles en plus de la création du centre culturel Jacques Aka de Bouaké, de la création de l'institut national des arts, aujourd'hui INSAAC, la bibliothèque nationale. Mais tout ceci sans fanfaronnade ni bruits.

Enseignant, syndicaliste, député, ministre, ambassadeur, cet homme qui part restera un acteur inoubliable de la vie politique de la Côte d'Ivoire. Une longévité que « le retraité très occupé », ainsi se désignait-il, explique tout simplement : l'hygiène de vie : « Vous vivez faible, vous mourrez vite... Je n'ai jamais été malade ».

Naturopathe de la médecine de l'Extrême-Orient, il avait expliqué sa recette, lors d'un dîner organisé par l'Association des anciens ambassadeurs sur le

thème bien à propos : « Les secrets de la longévité heureuse ».

UNE LONGÉVITÉ REMARQUABLE

A 96 ans, faut-il le rappeler, il avait été choqué en 2020 par la posture de son fils Marcel, qui avait choisi le camp de l'opposition contre son bienfaiteur de tous les temps, Alassane Ouattara. Un comportement que le père a même qualifié "d'intolérable" avant d'engager lui-même malgré le poids de l'âge des négociations avec le président de la République. Avec cette mort, la Côte d'Ivoire perd un de ses dignes fils dont le nom ou le comportement n'a jamais été associé à une quelconque belligérance ou à des propos haineux depuis la grave et longue crise ivoirienne. La Nation et surtout l'Éducation nationale sauront lui rendre tout l'hommage dû à son rang et à sa qualité d'homme de paix.

Adieu pépé Lambert !

I.Sékou KONE

L'actrice et comédienne Gbazé Thérèse a perdu son fils

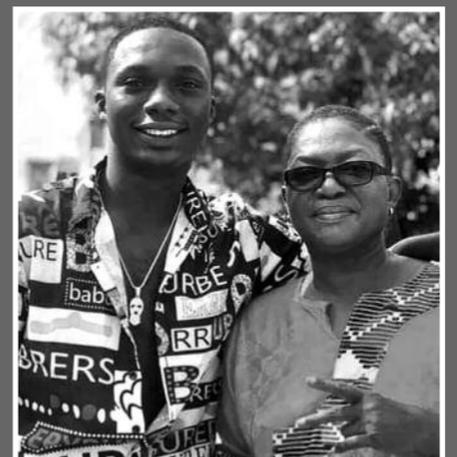
En 2017, alors que Gbazé Thérèse était en plein essor et son talent qui est reconnu par tous, lui permettait d'honorer les spectacles, une terrible nouvelle va bouleverser sa vie. Elle apprend de manière inattendue que son fils Toya Sompleny Williams, agent des Eaux et Forêts, en poste à Akoupé et qui venait d'être muté à Sakassou, a été abattu par des coupeurs de route sur l'axe Akoupé-Bonahouin, aux environs de 3h du matin.

Secouée par ce drame, Gbazé Thérèse a mis du temps à se remettre. Ces dernières années, la comédienne qui semblait avoir rangé la perte de son fils, dans un coin de sa mémoire, renaissait à la vie. Hélas, depuis le mardi 1<sup>er</sup> février dernier, elle est de nouveau frappée par le deuil.

En effet, son neveu, l'acteur Guy Amos qui joue dans la série "Ma Famille" est décédé. Guy Amos, selon des sources proches de la comédienne, est le fils à sa sœur cadette, Marie-Noëlle. Pour l'instant, personne ne sait de quoi est mort l'acteur.

« Pour l'instant, personne ne sait de quoi il est mort. Au petit matin du mercredi 2 février, il a été retrouvé inconscient dans sa chambre. Transporté d'urgence à l'hôpital, il a été déclaré mort à son arrivée », nous a déclaré une source. Guy Amos est ce petit garçon qui jouait le rôle de l'enfant de Gbazé et de Dosso Tiékoura, son mari, dans la série "Ma Famille" d'Akissi Delta.

JFK



**BLOUTOUFF le cabiniste**

Panel 1: A woman asks, "OÙ EST BLUTOOF LE GÉRANT DE LA CABINE-LÀ ?". Bloutouff replies, "DEPUIS ON EST LÀ, ON NE SAIT PAS OÙ IL EST !".

Panel 2: The woman says, "JE VAIS L'APPELER". Bloutouff replies, "EN PLUS, ÇA NE PASSE PAS !".

Panel 3: The woman says, "JE VAIS WI ENVOYER UN SMS.". Bloutouff replies, "BLUTOOF, JE SUIS EN VOYAGE, MON ARGENT QUE TU AS LÀ, IL FAUT GARDER LA SEMAINE PROCHAINE SE VIENS PRENDRE.".

Panel 4: Bloutouff says, "ENFIN, J'AI EU CHAUD. FAÇON J'AI BOUFFÉ SA MONNAIE-LÀ, SI ELLE ME VOIS À LA CABINE JE SUIS FOUTU !".

Panel 5: The woman says, "SE T'AI EU, TU PENSAS TE CACHER TOUTE LA SOIRÉE ! DONNE MA MONNAIE 3000 F !". Bloutouff replies, "?!".

Panel 6: Bloutouff runs away shouting, "TCHÉE !!".

VISITE  
DE TRAVAIL

## Des investisseurs intéressés par la réalisation d'ouvrages de franchissement dans la zone portuaire d'Abidjan

Le DG Yacouba Hien Sié (au milieu) s'entretient avec ces investisseurs.



Le mercredi 26 janvier 2022, M. KWASI Anin, de la société Auber Kiyé et son associé, ont eu une séance de travail avec le Directeur Général du Port Autonome d'Abidjan, M. Hien Yacouba SIÉ. Lors de cette séance, il était question pour ces investisseurs de se renseigner sur les projets de réalisation des ponts de Vridi-Biétry et celui du franchissement du Canal de Vridi, qui suscitent un réel intérêt pour eux. M. SIÉ, suite à une présentation desdits projets, a rassuré ses interlocuteurs que les échanges se poursuivront, en temps opportuns avec les autorités gouvernementales compétentes en la matière.

SEMINAIRE

## Des agents de sûreté de l'installation portuaire formés au code ISPS

Une vingtaine d'acteurs du Port d'Abidjan prennent part, du 24 au 28 janvier 2022, à un séminaire de formation sur le Code ISPS (Code International pour la sûreté des navires et des installations portuaires.)

Initié par l'Institut de Sécurité Maritime Interrégional (ISMI) de l'Académie Régionale des Sciences et Techniques de la Mer (ARSTM), ce séminaire s'inscrit dans le cadre du projet WeCAPS (West and Central Africa Port Security).

Ce projet financé par l'Union Européenne et pilotée par Expertise France vise à renforcer la protection des ports d'Afrique de l'Ouest et du Centre contre les risques en termes de Sécurité et de Sûreté.

Afin d'atteindre cet objectif, le projet soutient le renforcement des capacités des partenaires dans la prise en compte des vulnérabilités portuaires.

La cérémonie de lancement de ce séminaire a eu lieu à l'auditorium du Port Autonome d'Abidjan (PAA), sous la présidence de M. Hien Yacouba SIE, Directeur Général du PAA, en présence de plusieurs personnalités dont le Directeur Général de ARSTM, le Directeur Général des Affaires Maritimes et Portuaires, le chef de la délégation de l'Union Européenne, et la Représentante du secrétaire Permanent chargé de l'action de l'Etat en Mer.

Le Directeur Général du Port Autonome d'Abidjan était représenté par le Commandant du Port d'Abidjan, le Colonel COFFI Yao Emmanuel.

Le Code ISPS se présente comme un véritable dispositif de prévention des actes illicites : piraterie, terrorisme, trafics illicites (contrebandes d'armes, stupéfiants, sabotage, vol de marchandises, prise d'otage, immigration clandestine, etc.



Le Colonel Emmanuel Coffi, représentant le DG à cette formation a salué l'esprit des agents de sûreté de l'installation portuaire.

FIN DE  
FORMATION

## Sortie de la 4<sup>ème</sup> promotion du programme train For Trade de la Cnuced



Les apprenants brandissant fièrement leurs diplômes.

Après plus de deux ans de formation (septembre 2019- janvier 2022) du fait de la pandémie de la Covid-19, les apprenants de la 4<sup>e</sup> Promotion du Port Autonome d'Abidjan du Programme "Train For Trade" de la Conférence des Nations-Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED), ont reçu, le 26 janvier 2022, dans les locaux de la Direction Générale du PAA, leurs certificats de fin de formation.

Cette cérémonie qui a été sobre, en hommage à la défunte marraine de la promotion, Mme OKOU COULIBALY Djénéba GON, ex-DGA du PAA, s'est tenue sous la présidence de l'Autorité Portuaire représentée par Mme MÉITÉ Salimata FOFANA, DRH du PAA et Coordinatrice locale du programme, et de M. Dominique CHANTREL, Coordinateur du réseau francophone et d'experts venus des ports du Cameroun, du Gabon, du Sénégal et du Togo pour l'évaluation des travaux de fin de formation des impétrants.

Par ailleurs, la 5<sup>ème</sup> promotion a été lancée en vue de perpétuer cette initiative de partage d'expériences et d'expertises entre les personnels des ports du réseau francophone de ce programme onusien.